

Analyses

Blablabanque : mais qui pendra la sonnette au chat ?

mardi 5 septembre 2017



Jézabel Couppey-Soubeyran

BLABLA BANQUE

LE DISCOURS DE L'INACTION

MICHALON

Revue de livre :

BLABLABANQUE, LE DISCOURS DE L'INACTION,

par Jézabel Couppey-Soubeyran,
2015, Michalon éditeur.

Nous conseillons ici la lecture de ce livre,
publié en 2015, pour trois raisons :

La première est la qualité et la précision
de son analyse. Dénonçant « *l'ogre
qu'est devenue la finance* », il nous dit,
dès les premiers mots de son
introduction :

*Les garde-fous mis en place
depuis la crise bancaire et
financière de 2007-2008
empêcheront-ils la prochaine
crise ? La réponse est non,
pour la raison suivante : ce
sont les fous eux-mêmes qui
placent les barrières.*

Il nous montre ensuite, avec la même pugnacité que Sophie Coignard dans sa [Caste cannibale](#) et Jean-François Gayraud dans son [Nouveau capitalisme criminel](#), un dessous des cartes qui doit permettre la « *réappropriation citoyenne du débat* ».

La seconde est que la situation ayant encore empiré depuis 2015, puisque le système financier est sous perfusion monétaire, il est essentiel de suivre ce que ce livre a à nous dire sur un conflit d'intérêt qui devient le mode de gestion au sein du sérail européen et français.

S'inspirant des *Deux Siècles de rhétorique réactionnaire*, du socio-économiste Albert O. Hirschman, il démonte les trois arguments typiques assénés pour contester le changement. Tout d'abord, le remède serait de toutes façons pire que le mal, car « *la main visible du régulateur produirait l'effet contraire à la main invisible du marché* ».

Ensuite vient l'argument d'« inanité » : on n'y peut rien, « cela ne sert à rien ». Entre nous, nous savons mieux faire que vous, pauvres ignares, le statu quo est la moins pire des choses.

Enfin, la thèse de la « mise en péril » : « *C'est comme ça qu'on casse le financement de l'économie (...) Il ne faut pas casser le financement de l'économie, il ne faut pas le mettre en péril.* » (Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, interviewé par *BFM Business*).

La combinaison de ces trois arguments définit un monde où le changement doit nécessairement provoquer la colère des dieux. Il est alors juste de se demander : suis-je moi-même bien vacciné contre ces arguments qui jouent sur mon pessimisme apeuré ?

La troisième raison est que ce livre, bien qu'il appelle « *au courage de l'action politique* », ne prend pas le taureau politique par les cornes. Car il propose simplement « *un plafonnement du levier à l'aide d'une exigence de fonds propres simple et stricte* »

On est très loin du compte de ce qui serait nécessaire. Accroître le capital dont les banques disposent par rapport à leurs engagements réduirait certes leurs possibilités de jouer sur les marchés, mais laisserait entre leurs mains tous les instruments, directs ou indirects, de leur grand jeu avec l'argent des autres.

L'auteur décrit très bien « *l'organisation tentaculaire du lobby bancaire français* » (Fédération bancaire française, revue *Banque*, « portes tournantes » entre la haute fonction publique et « l'industrie financière »), ses experts complaisants et son mode d'opérer. Trois choses fondamentales ne se trouvent cependant pas dans son livre.

Tout d'abord, la nécessité d'un Glass-Steagall, [couper les banques en deux](#) pour que les Etats arrêtent de soutenir les spéculateurs. Parler de la gravité de la situation sans mentionner l'urgence de l'initiative politique indispensable est pire qu'un crime, une faute.

Ensuite, l'auteur ne mentionne pas le combat politique, en particulier celui de Lyndon LaRouche aux Etats-Unis et le mien en France, pour faire adopter le Glass-Steagall. Il reste donc, lui aussi, un « expert » dans son domaine.

Enfin, il omet de dire que François Hollande, par [une lettre adressée à Arnaud Montebourg le 13 octobre 2011](#), avait non seulement exprimé son « *accord sur la nécessité de reprendre le contrôle politique du système financier* », mais aussi déclaré que

la séparation des banques de dépôt et des banques d'investissement est in fine la meilleure garantie que les banques cessent d'utiliser les comptes courants de leurs clients à des fins spéculatives.

Reste la question aujourd'hui posée. Par delà le lobby bancaire français, il y a le monde de la City et de Wall Street et les méthodes de l'Empire britannique.

C'est devant ce monde que François Hollande et Emmanuel Macron ont capitulé par leur fausse réforme de 2013.

La question est : que fera aujourd'hui notre nouveau Président face au tsunami financier qui vient, et quelle pression mettons-nous nous-mêmes sur lui pour qu'il ne se soumette pas une fois de plus ?

C'est la vieille question posée par Eustache Deschamps dans son poème sur le peuple des souris : « *Qui pendra la sonnette au chat ?* »
